

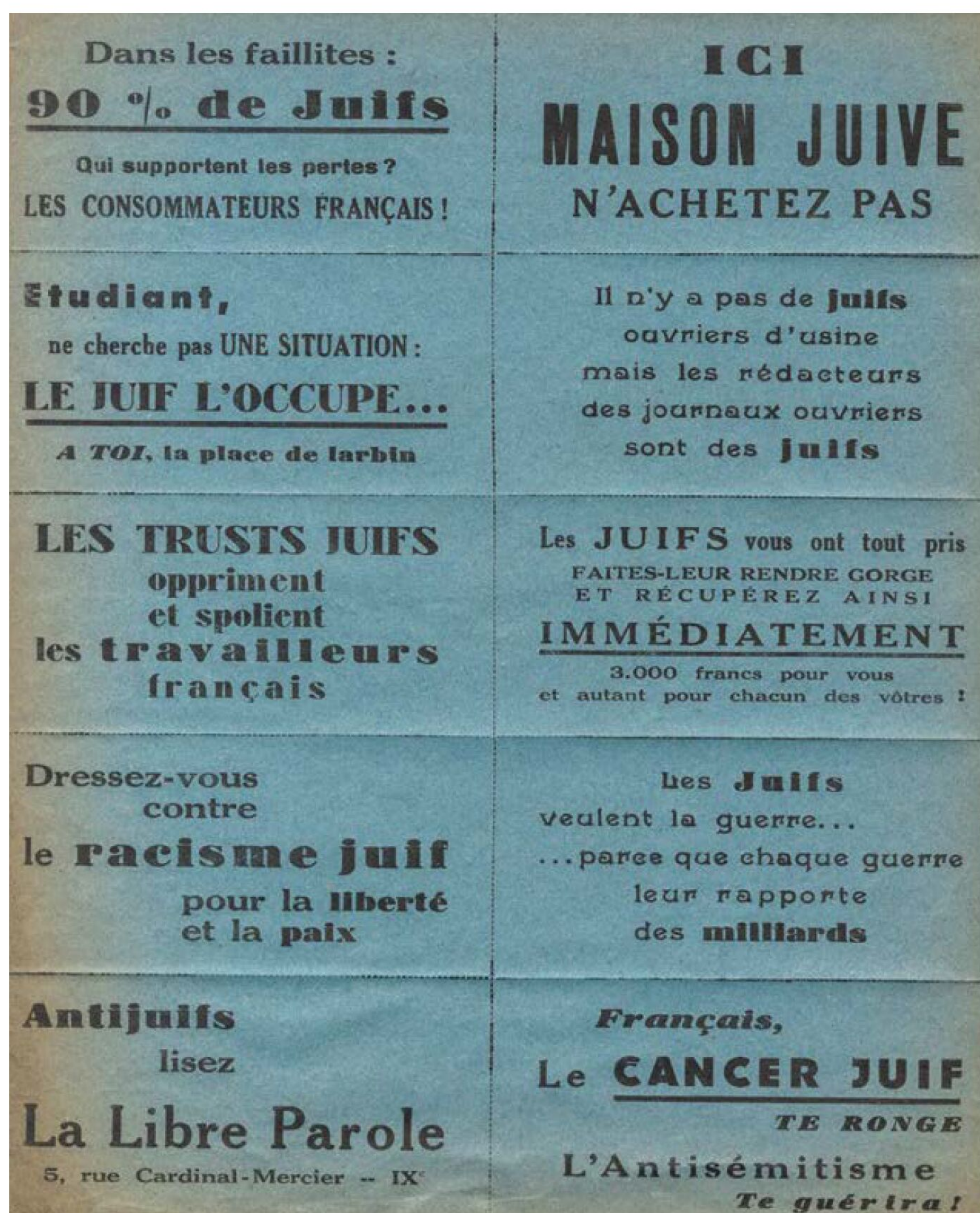
Les ligues d'extrême droite se déchaînent

Enflammés par la presse nationaliste, notamment *L'Action française* de Maurras, les partisans du « nationalisme intégral » laissent libre cours à leur haine lorsque Léon Blum arrive à Matignon. Sur fond de scandales, de crise sociale et économique, les slogans choisis annoncent les vents mauvais... **PAR JEAN GARRIGUES**

« **V**otre arrivée au pouvoir, Monsieur le président du Conseil, marque incontestablement une date historique. Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain va être gouverné par un Juif. J'ose dire à haute voix ce que tout le pays pense en son for intérieur; il est préférable de mettre à la tête de ce pays un homme... dont les origines appartiennent à son sol plutôt qu'un subtil talmudiste! » Ainsi parle Xavier Vallat (1891-1972), député de l'Ardèche, lors de l'investiture de Léon Blum à la tête du gouvernement de Front populaire, le 6 juin 1936. Le propos est ouvertement antisémite, dans la même veine que les articles publiés à cette époque par la presse d'extrême droite. Vallat est alors très proche de Maurras, qui vient de faire paraître, la veille, en manchette du quotidien *L'Action Française*: « La France sous le Juif ».

Le « parti de l'étranger »

De fait, l'exclusion du Juif – que Maurras qualifie d'« antisémitisme d'État », pour le distinguer de l'antisémitisme racial des Allemands –, est l'un des fils conducteurs de son mouvement et du quotidien qui porte ses idées. Sa doctrine du « nationalisme intégral » doit conduire à la restauration de la monarchie, seule susceptible de rendre la nation à elle-même en excluant ceux que Maurras nomme les « quatre États confédérés » : les Juifs, les ...



Plus de freins En 1936, cette planche de tracts à découper publiée dans *La Libre Parole* reflète l'air du temps : l'antisémitisme politique français se veut différent du racialisme nazi mais dénonce le prétendu pouvoir économique des Juifs auteurs de guerre.

... protestants, les métèques et les francs-maçons. « Si l'on n'était antisémite par volonté patriotique, écrit-il dans *L'Action française* du 28 mars 1911, on le deviendrait par simple sentiment de l'opportunité. » C'est pourquoi son journal, qui tire à 100 000 exemplaires, lui consacre près de 300 articles au long des années 1920. En 1925, il adresse une lettre ouverte au ministre de l'Intérieur Abraham Schrameck : « Par votre personne, vous n'êtes rien. [...] De vous, rien n'est connu. Mais vous êtes le Juif. Vous êtes l'Étranger. [...] Votre race, une race juive dégénérée, [...] vous a chargé maintenant d'organiser la révolution dans notre patrie. [...] C'est sans haine comme sans crainte que je donnerai l'ordre de verser votre sang de chien... » Pour cet appel au meurtre antisémite, il sera condamné à deux ans de prison et 1000 francs d'amende, peine ramenée, en février 1927, à un an de prison avec sursis.

Si le tirage de *L'Action française* chute brusquement après sa condamnation par la papauté, en décembre 1926, il connaît un net regain au début des années 1930, sur fond de crise économique et sociale. Les étudiants maurrassiens vendent le journal au cri de « Journal antijuif ! ». Puis l'affaire Stavisky, qui met en cause un escroc juif et ses complices du parti radical, leur fournit une occasion rêvée de relan-



LA CONTEMPORAINE/CCO WIKIMEDIA

cer les polémiques antisémites à l'encontre d'un système vendu aux Juifs. Au lendemain de la mort suspecte d'Alexandre Stavisky, le 7 janvier 1934, les ligueurs de l'Action française organisent manifestation sur manifestation contre la République corrompue. Celle du 6 février, qui va tourner à l'émeute, est largement déclenchée par les appels au soulèvement du journal de Charles Maurras et Léon Daudet. « Contre les voleurs, contre le régime abject, tous ce soir, devant la Chambre », titre *L'Action française* du 6 février. Ses camelots du roi sont rejoints dans l'émeute par les militants des ligues fascistes,

Bastion au Bourbon Le 5 avril 1938, un vif échange oppose, à la Chambre des députés, l'élue breton de droite, Paul Ihuel (1903-1974) et Marx Dormoy (1888-1941) alors ministre de l'Intérieur du gouvernement Blum [qui sera assassiné par d'anciens cagoulards]. Le député du Morbihan ayant attaqué Blum en raison de sa judéité, Dormoy lui lança : « Un Juif vaut bien un Breton. » Immédiatement, la droite nationaliste s'empare de l'affaire, l'Action française dénonçant, dans cette affiche, l'insulte dont les Français auraient été victimes, considérant, comme nombre de membres de l'extrême droite nationaliste, que les Juifs ne peuvent être de « bons Français ». J. G.

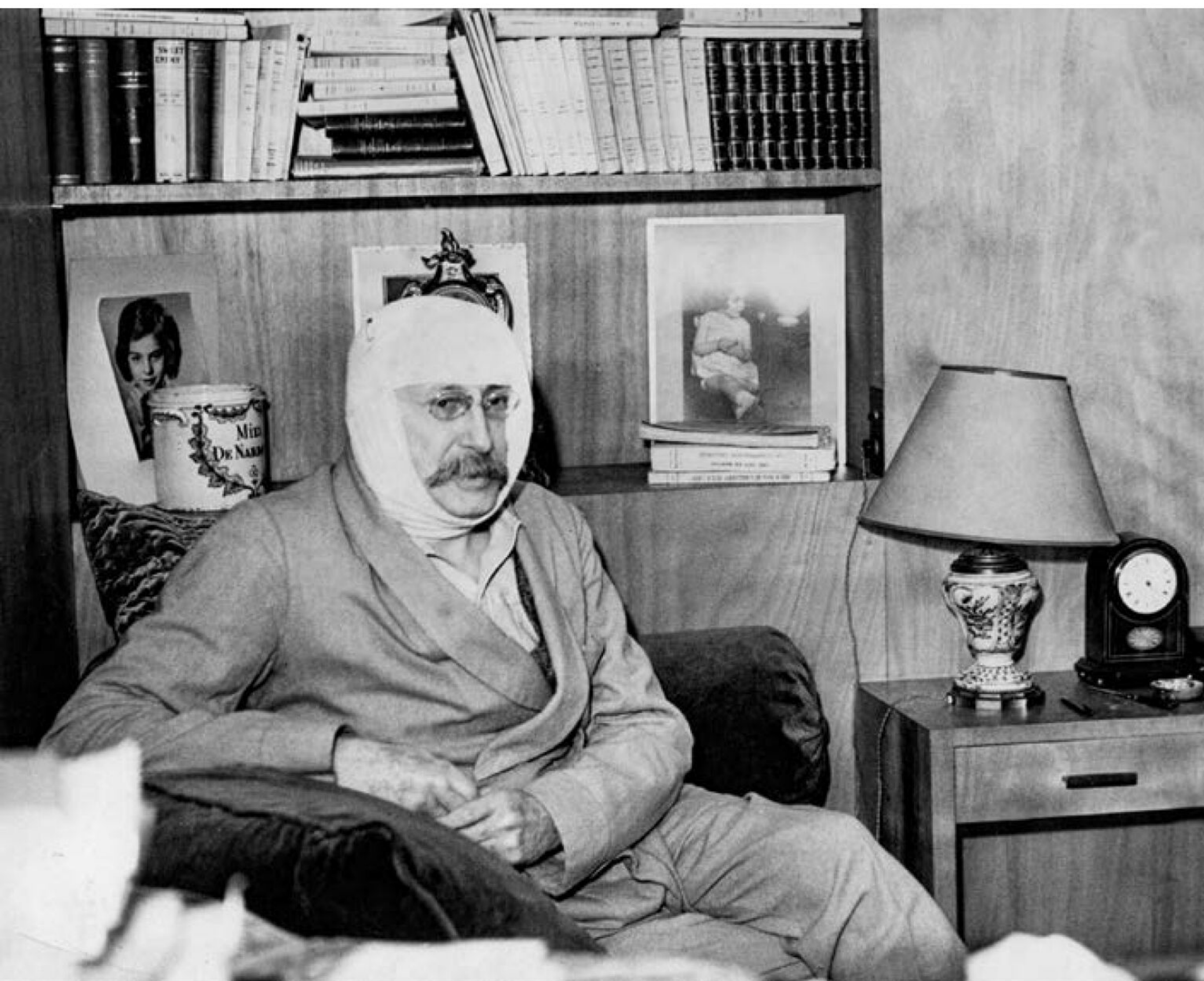
telles que Solidarité française, dirigée par le commandant Jean Renaud, et les Francistes de Marcel Bucard, tous deux fascinés par Mussolini. Héritiers de Drumont et de Jules Guérin, leur xénophobie et leur antisémitisme sont virulents comme l'illustre ce placard de Solidarité française : « Daladier vous mène comme un troupeau de foire aux Blum, aux Kaiserstern, aux Schweinkopf et autres Zyromski, dont le nom bien français est tout un programme. Voilà vos maîtres, les patriotes ! [...] La France aux Français ! ». Si Jean Zyromski, directeur de la « Bataille socialiste » [un courant de gauche de la



LAPI/ROGER-VIOLETT

Faux aristo mais vrai facho

Louis Darquier, né à Cahors en 1897, et dont le père fut maire radical de la ville, ne semblait pas destiné à devenir un pourfendeur des Juifs. Mi-aventurier, mi-bohème, ayant usurpé la particule et le titre de « baron de Pellepoix », il n'entre vraiment en politique qu'à la suite du 6 février 1934. Hésitant entre l'Action française et les Croix-de-Feu, il fonde en 1936 son propre parti, le Rassemblement antijuif de France, qui marque la radicalisation de son antisémitisme. Au cours d'un meeting, en 1937, il déclare : « Nous devons résoudre de toute urgence le problème juif, soit par l'expulsion soit par le massacre. » Puis, à l'automne 1940, il lance l'Union française pour la défense de la race, qui milite ouvertement en faveur des nazis. C'est d'ailleurs à la demande de Theodor Dannecker, responsable des questions juives pour la Gestapo à Paris, que le maréchal Pétain le nomme commissaire général aux Questions juives en mai 1942, succédant à Xavier Vallat, jugé trop modéré. Il s'y distingue notamment en préparant la rafle du Vél' d'Hiv en juillet 1942 et en préconisant le port de l'étoile jaune en zone non occupée. Ses excès ayant déplu à Laval, il est remplacé en février 1944 par Charles du Paty de Clam (1895-1948). Condamné à mort par contumace en 1947, celui que Pétain appelait le « tortionnaire » a néanmoins fini paisiblement sa vie en Espagne en 1980. J. G.



ADOC-PHOTOS

Tabassé Quelques semaines avant d'être nommé au gouvernement, Blum est reconnu dans la rue et roué de coups par des militants de l'Action française. Plusieurs fois dans son journal, Maurras avait ouvertement appelé à son assassinat.

SFIO, *ndlr*], vient d'une famille catholique, en revanche Léon Blum est la cible idéale des ligues d'extrême droite, car issu d'une famille juive très aisée et, de surcroît, figure de proue de la SFIO.

« À fusiller, mais dans le dos »

Dans *L'Action française* du 9 avril 1935, Maurras écrit : « Ce Juif allemand naturalisé, ou fils de naturalisé [...] n'est pas à traiter comme une personne naturelle. C'est un monstre de la République démocratique. [...] C'est un homme à fusiller, mais dans le dos. » L'appel au meurtre maurrassien manque de se réaliser le 13 février 1936. Ce jour-là, la voiture où Blum a pris place, conduite par son ami Georges Monnet, croise un cortège de militants de l'Action française qui participent aux obsèques de l'historien Jacques Bainville, l'un de leurs maîtres à penser. Apercevant le « Juif » Blum sur la banquette arrière, ils l'extirpent de la voiture aux cris de « Au poteau, Blum ! », « On va le pendre ! », et le rouent de coups (*photo ci-dessus*).

Lorsqu'en juin de cette même année il parvient au pouvoir, c'est un déferlement d'insultes à son encontre et, plus largement, envers les étrangers, les métèques et surtout les Juifs. En témoigne par exemple cet éditorial d'Henri Béraud dans l'hebdomadaire *Gringoire* du 7 août : « La France à tout le monde. Sommes-nous le dépotoir du monde ? Par toutes nos routes d'accès, transformées en grands collecteurs, coule sur nos terres une tourbe de plus en plus grouillante, de plus en plus fétide. C'est l'immense flot de la crasse napolitaine, de la guenille levantine, des tristes puanteurs slaves, de l'affreuse misère andalouse, de la semence d'Abraham et du bitume de Judée. Doctrinaires crépus, conspirateurs furtifs, régicides au teint verdâtre, polacks mités, gratin de ghettos, contrebandiers d'armes, pistoleros en détresse, espions, usuriers, gangsters, marchands de femmes et de cocaïne, ils accourent, précédés de leur odeur, escortés de leurs punaises. » Ce même

Henri Béraud mène la campagne de presse qui aboutit au suicide du ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, le 17 novembre 1936. Mais ce drame est loin de calmer la déferlante antisémite des feuilles d'extrême droite, d'autant plus qu'elles reprochent à Blum d'avoir dissous les ligues le 18 juin. « La jument palestinienne [...] nous hait, écrit l'historien Pierre Gaxotte dans l'hebdomadaire *Candida* du 7 avril 1938 : il nous en veut de notre ciel qui est bleu, il en veut aux paysans de marcher en sabots sur la terre française et de ne pas avoir eu d'ancêtres chameliers, errant dans le désert syriaque [avec ses] copains de Palestine [...]. Il incarne tout ce qui nous révulse le sang et nous donne la chair de poule. Il est le mal. Il est la mort. » Quant à l'écrivain Marcel Jouhandeau, il s'en prend en 1937, dans *Le Péril juif*, à Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts du Front populaire, de père juif mais d'éducation protestante : « Monsieur Jean Zay, un Juif, a entre les mains l'avenir vivant de ce pays : il peut en pétrir à sa guise, à sa mode, la matière et l'esprit. [...] Pas de tradition surtout, nulle part, jamais. Rien ne la rappellera. C'est la grande coupable pour tous les autres peuples devant le Juif jusqu'à ce qu'elle soit morte et morte, il trafiquera sur son cadavre. » Et Louis-Ferdinand Céline résume d'une formule l'essence même de son antisémitisme dans *L'École des cadavres*, paru en 1938 : « Je vous Zay ! »

Ravages de la chasse aux Juifs

La destinée tragique de Jean Zay, assassiné par des miliciens le 20 juin 1944, après avoir passé presque quatre ans dans les prisons du régime de Vichy, est représentative des ravages que la chasse aux Juifs des années 1930 a provoqués sous l'Occupation. Georges Mandel, lui aussi ancien ministre, a connu le même sort deux semaines plus tard. Quant à Léon Blum, il échappe à la mort de justesse, après avoir été arrêté par Pétain, jugé à Riom en 1942 puis déporté à Buchenwald. Blum, Zay, Mandel, trois victimes de l'antisémitisme d'État dont le régime de Vichy était porteur, et qui découlait directement de l'atmosphère viciée des années 1930. La chasse aux Juifs ne s'arrêta qu'à la Libération...